

DES VOIX S'ÉLÈVENT POUR EXIGER UNE DEUXIÈME LECTURE

Les réformes à la trappe ?

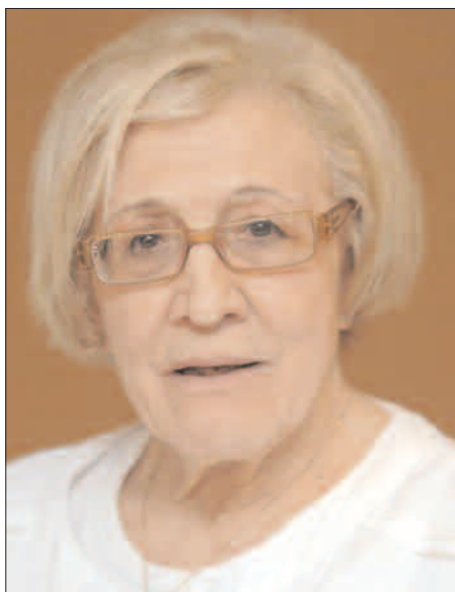
C'est un acte inédit qui se joue présentement autour des réformes politiques initiées et mises en branle par le président Bouteflika. Un vaudeville de piètre facture que ce qui a caractérisé les débats parlementaires autour du chapelet de textes de loi devant constituer le lit juridique aux réformes promises.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Encore une fois, des voix, à qui on ne peut pas reprocher de fréquenter l'opposition politique, sourdent et réclament une intervention diligente du chef de l'Etat pour «sauver ses réformes». La sénatrice Zohra Drif, appuyée par un chœur de tout ce que le tiers présidentiel compte comme voix, demande au président de s'apitoyer sur le sort électoral de la femme.

A Bouteflika, elle ne réclame pas moins que d'ordonner une seconde lecture de la loi portant quota de femmes dans les listes électorales. La raison est qu'elle estime que l'Assemblée populaire nationale a, pour l'avoir trituré à convenance, vidé le texte de loi de son sens et de sa substance. Mais en quoi ces triturations ont-elles perverti la perspective présidentielle en matière d'émancipation politique de la femme ? En rien, à y regarder de près.

Car les députés, qui ont retouché la copie élaborée par l'exécutif sous la surveillance autoritaire du chef de l'Etat, n'ont fait, en définitive, qu'éclater le taux unique préalablement proposé sur une série de quotas en fonction des circonscriptions électorales. Ce qui n'altère pas la philosophie du texte, en ce sens que la notion de quota en est sortie sauve. Ceci même si la nouvelle arithmétique pose de sérieux problèmes d'application.

Il en est, en effet, des circonscriptions électorales où la détermination de la proportion de femmes dans la liste électorale n'est pas évidente, comme par exemple cette circonscription où la liste se réduit à une seule candidature. S'il se comprend que Zohra Drif appuie cette discrimination positive à l'égard des femmes, sa fonction et sa mission de sénatrice auraient dû aussi lui recommander de se pencher sur la conformité de cette loi avec la Constitution qui stipule clairement



Zohra Drif.

que les citoyens sont égaux devant la loi, indépendamment de leurs sexes. Or, c'est sur cet aspect des choses que sénateurs et députés sont interpellés. Et, dans ce que les deux chambres comptent comme élus, il n'y



Louisa Hanoune.

a que les représentants du Parti des travailleurs qui, sous la houlette de la secrétaire générale du parti, Louisa Hanoune, se sont déclarés contre ce système de quotas. Il reste cependant que, en termes de

démarche globale, Louisa Hanoune est sur une appréciation similaire à celle émise par Zohra Drif par rapport à la seule loi sur la représentation des femmes dans les listes électorales. La secrétaire générale du Parti des travailleurs sollicite, elle aussi, une intervention du chef de l'Etat pour éviter que ses réformes ne partent à vau-l'eau.

Louisa Hanoune, et elle ne s'en cache pas, considère que l'APN fait tout pour saborder le processus de réformes initié par le chef de l'Etat. A suivre son raisonnement, on serait porté à croire que si les réformes n'aboutissent pas, ce sera de la faute des seuls parlementaires.

Or, d'aucuns savent que l'échec des réformes est dans leur essence même. En ce sens qu'elles n'émanent pas d'une volonté politique mais d'une ruse consistant à s'abriter du vent de révolte qui a soufflé sur le monde arabe. Le pouvoir, craignant qu'arrive la bourrasque, n'avait donc pas pour conviction d'engager de véritables réformes mais juste de faire mine d'en concéder. Et Bouteflika n'est pas étranger à cela. Alors pourquoi lui demander de rattraper des réformes que lui-même n'a pas conçues comme telles ?

S. A. I.

ORAN

Mobilisation pour le retrait du projet de loi sur les associations

Depuis l'annonce faite en septembre 2011 concernant le projet de loi sur les associations, le mouvement associatif à Oran n'a eu de cesse d'exprimer ses préoccupations face au contenu de ce projet qui marque un recul par rapport à la loi 90-31 du 4 décembre 1990, qui a apporté une impulsion à l'ouverture démocratique en Algérie et permis l'essor du mouvement associatif.

Plusieurs rencontres ont été tenues à Oran entre les associations, et celle de ce samedi qui a regroupé une vingtaine d'associations, s'est soldée par un communiqué commun portant sur une seule revendication : le retrait du projet en question. Pour elles, «ce projet est contraire aux engagements internationaux de l'Algérie, dont le pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) ratifiés par l'Algérie en 1989».

Parmi les points que rejettent ces associations : l'autorisation administrative, considérée comme «une remise en cause du système déclaratif en cours dans tous les pays démocratiques. Certaines administrations ont même anticipé sur ce projet, en bloquant la création de nouvelles associations et décrétant la dissolution d'autres associations». Ces associations estiment qu'il est urgent de «lever les obstacles pour renforcer ce mou-

vement de la société et le rendre irréversible par un fonds public national de soutien et un dispositif fiscal favorable au bénévolat et à l'action citoyenne, l'encouragement du partenariat et du rapprochement entre la société civile et les institutions de l'Etat». Enfin, les associations réunies ce samedi à Oran revendiquent le droit de participer à l'élaboration d'un nouveau cadre juridique.

Des actions devront être menées, nous dit-on, les prochains jours afin que ce projet de loi sur les associations soit retiré, ce que ces associations considèrent comme «une exigence nationale et démocratique».

Amel Bentolba

PROJET DE LOI
SUR LES ASSOCIATIONSLes parlementaires
dénoncent l'ingérence
de l'administration

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a approuvé, hier, les amendements proposés au projet de loi organique sur les partis politiques lors d'une réunion présidée par Abdelaziz Ziari, président de l'APN. Les 165 amendements proposés au projet de loi organique sur les partis «ont été approuvés car répondant aux conditions légales requises». A ce titre, le bureau de l'APN a décidé de soumettre ces amendements pour examen à la commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés qui élaborera son rapport préliminaire et de présenter le projet de loi organique amendé relatif aux partis politiques pour adoption le 6 décembre prochain lors d'une séance plénière. Sur un autre plan, les députés de l'Assemblée populaire nationale ont dénoncé l'ingérence de l'administration dans les affaires des associations à travers l'article 40 du projet de loi sur les associations. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales Dahou Ould Kablia a souligné, en présentant le projet de loi, que les nouvelles dispositions proposées à ce texte visaient essentiellement à «relancer et dynamiser l'action associative en mettant en exergue les potentialités et les compétences qu'elle recèle, notamment dans les domaines du savoir, des technologies de pointe et de la solidarité nationale afin de permettre aux associations de jouer le rôle de partenaires efficients dans la réalisation des objectifs du développement global». Le projet de loi relatif aux associations s'inscrit dans le cadre des réformes annoncées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika lors de son discours à la Nation le 15 avril dernier.

R. N.

HARCÈLEMENT SEXUEL SUR LES LIEUX DE TRAVAIL
L'UGTA approuve la proposition
de la Commission des femmes syndicalistes

La Commission des femmes syndicalistes de l'UGTA de la wilaya d'Alger a plaidé, hier, pour que le harcèlement sexuel sur les lieux de travail soit considéré comme une faute grave passible de licenciement.

Rym Nasri -Alger (Le Soir) - «Le harcèlement sexuel sur les lieux de travail doit être considéré comme une faute grave passible de licenciement», a déclaré, à Alger, M^{me} Rahmani, présidente de la Commission des femmes syndicalistes de l'UGTA de la wilaya d'Alger, appelant dans la foulée à une campagne «offensive» pour lutter contre ce genre de violence. Une revendication qui a bénéficié du soutien fervent du secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Said. Jugeant cette proposition «juste», il a déclaré que son organisation luttera pour son introduction dans le code du travail. Pour la syndicaliste, le code pénal 341 bis qui punit le harcèlement sexuel est insuffisant car, explique-t-elle, «les témoins ne sont pas protégés». Elle a ainsi appelé à

son amendement. M^{me} Rahmani est revenue également sur d'autres types de violence que subissent les femmes en Algérie notamment la discrimination dans les recrutements et le harcèlement syndical.

«Nous avons toléré longtemps la violence contre les femmes et nous ne pouvons plus continuer à le faire. Il faut réveiller les consciences sur ce fléau qui est une grave atteinte aux droits humains», a-t-elle dit. Et d'ajouter : «Aujourd'hui, il n'est plus possible de se taire sur la discrimination au recrutement. Pourtant, l'Algérie est l'un des pays du Maghreb qui possède un important arsenal juridique».

Pour sa part, Sidi-Said a annoncé que l'UGTA va créer «une commission de punition des violences contre la femme». Il a, par



Photo : Samir Sid.

ailleurs, rappelé que pas moins de 2 500 femmes sont élues syndicalistes au sein de l'UGTA. «Il y a quelques années, les femmes étaient peu structurées à l'intérieur de l'UGTA. Aujourd'hui, le déficit a été rattrapé et la femme gagne du terrain au sein du syndicat. D'ailleurs, nous négocions souvent

pour qu'elle soit présente dans les congrès», dira-t-il.

Pour le secrétaire général de la Centrale syndicale, les femmes doivent se prendre en charge et lutter contre «l'attitude d'exploitation des femmes, l'autoritarisme de l'homme sur la femme et la tendance au machisme».

R. N.